Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France

1918: at long last the Rhine as a border again: the poilus¹ are back, and Alsace is French again

1918, zurück an der Rheingrenze. Die „Poilus“ marschieren im Elsass ein. Das Land ist wieder französisch

Francis Grandhomme

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1949>

DOI : 10.4000/alsace.1949

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 237-258

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Francis Grandhomme, « Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France », *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1949> ; DOI : 10.4000/alsace.1949

Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France

L'article 51 du traité de Versailles du 28 juin 1919 réintègre officiellement l'Alsace et la Lorraine à la France en fixant leur retour au 11 novembre 1918, retour qui couronne la guerre de restitution menée par la France¹ et efface la défaite de 1871. Pourtant, dans la convention d'armistice, rien ne laisse envisager cette issue. Bien plus, on parle, à la fin de 1918 et au début de 1919, de trancher la question en appliquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, selon les directives du président américain Wilson (dans ses *Quatorze points* de janvier 1918). Or, Raymond Poincaré, président de la République française, porté par la joie et la ferveur manifestées par la population lors de l'entrée des poilus en l'Alsace, proclame à Strasbourg le 9 décembre 1918, de manière définitive : « Le plébiscite est fait ! » Une affirmation quelque peu hâtive, peut-être, car après le retour de la France sur le Rhin, émerge un malaise alsacien, comme si l'enthousiasme des retrouvailles n'avait été qu'un artifice.

Le retour des troupes françaises en Alsace, et ses conditions, signifient-ils automatiquement le retour de l'Alsace à la France ? La réception qui leur est réservée a-t-elle valeur de plébiscite ? Quels sont le sentiment réel des Alsaciens-Lorrains et les intentions de la France ?

L'entrée triomphale des vainqueurs en Alsace sera d'abord envisagée à différentes échelles, tandis que, par l'examen des acteurs de ce retour, nous chercherons à en discuter moins la réalité que le caractère spontané. Enfin, dans l'analyse des lendemains, nous sonderons la profondeur et la pérennité de l'assentiment populaire au retour de la France en Alsace.

1. L'Alsace-Lorraine n'est pas à l'origine du déclenchement du conflit, mais la France finit par faire de la restitution de l'Alsace-Lorraine son principal but de guerre.

L'entrée des troupes françaises en Alsace : un plébiscite ?

La défaite de l'Allemagne entraîne le départ des troupes allemandes : « Nous allons demain, pour mieux dicter la paix, porter nos armées jusqu'au Rhin », proclame Pétain dans son ordre du jour du 12 novembre 1918². La convention d'armistice, signée à Rethondes la veille, stipule l'évacuation dans un délai de quinze jours des pays envahis, dont l'Alsace-Lorraine, ainsi dissociée de l'État allemand, qui ne paraît désormais plus séparée de la France par la frontière de 1871. « Premiers fruits de la Victoire. L'Alsace-Lorraine fait retour à la France », titre *Le Gaulois*³. Les poteaux-frontière sont jetés à bas, avant que les poilus fassent leurs premiers pas sur la « terre d'Alsace ». Comme le proclame Paul Deschanel, le président de la Chambre des députés, le 11 novembre : « La voilà donc enfin l'heure bénie pour laquelle nous vivions depuis quarante-sept ans ! [...] un demi-siècle ! Et demain nous serons à Strasbourg et à Metz ! »⁴

Rapidement, les poilus contemplent les symboles de la Revanche espérée : « J'ai vu la cathédrale de Strasbourg, la flèche dentelée – et ça n'est plus seulement une image que j'ai devant les yeux, écrit le capitaine Raymond Stern (fils d'un optant d'origine lorraine mosellane), j'ai pleuré un peu – et pensé longuement », ajoute-t-il⁵. Albert Vazeilles, chef de bataillon au 47^e régiment d'infanterie, rend « les honneurs au monument du général Desaix » qui, depuis 1871, faisait fonction de borne-mémoire de l'ancienne frontière⁶. L'approche « des bords du Rhin que nous avons atteint après huit jours de marche », écrit le 23 novembre le poète Louis Aragon, alors soldat au 355^e d'infanterie⁷, impressionne également les poilus, dont des régiments baignent leur fanion dans les eaux du fleuve, telle la 2^e division marocaine à Huningue le 20 novembre⁸. L'euphorie s'inscrit ainsi dans un changement d'époque.

L'imminence de la défaite a d'abord conduit, en octobre 1918, à une libéralisation politique avec le projet, présenté par le nouveau *Statthalter*, Rudolf Schwander (ancien maire de Strasbourg), de transformer le

2. BÉHÉ (Abbé Martin), *Heures inoubliables, novembre-décembre 1918*, Strasbourg-Nancy, 1920, p. 1 et 2.

3. *Le Gaulois*, 15 novembre 1918.

4. BÉHÉ, *op. cit.*, p. 10.

5. STERN (Raymond), *Petite chronique d'une Grande Guerre. Journal d'un capitaine du service automobile de l'armée 1914-1918*, Paris, 2003, p. 485.

6. *Guide touristique Vosges-Alsace de la MAIF*, Niort, 1959, p. 76-77 mises en ligne par Éric Mansuy.

7. ARAGON (Louis), *Lettres à André Breton, 1918-1931*, présentées par Lionel Follet, Paris, 2011, p. 231.

8. GRANIER (Jacques), *Novembre en 1918*, Strasbourg, 1969, p. 112.

Reichsland, doté d'un *Landtag* (Parlement régional) depuis 1911, en un *Bundestaat* (État fédéré) comme les autres. Mais cette tentative de réforme vient trop tard : les Allemands sont en grande partie déconsidérés dans la région par la dictature militaire, en particulier auprès des citadins et tout spécialement en Haute-Alsace et en Lorraine. Les mutineries dans la marine entraînent dans tout le pays la création de soviets révolutionnaires de soldats et d'ouvriers, comme à Mulhouse le 9 novembre, à Colmar et à Strasbourg le 10, mais aussi à Guebwiller, Sélestat et Haguenau, entre autres⁹.

À Strasbourg, Schwander est renversé le 10, et des élus du *Landtag* forment un *Nationalrat* (Conseil national), présidé par Eugène Ricklin, partisan de la création d'un État-tampon indépendant. Ricklin est écarté dès le 11 par l'abbé Delsor, francophile opposé à toute neutralité de l'Alsace-Lorraine, tandis que le socialiste Jacques Peirottes proclame la République place Kléber et prône la réunion à la France. Le 13 novembre, le drapeau rouge flotte sur la cathédrale. Face à la grande confusion qui règne, beaucoup d'Alsaciens, comme Georges Willer, futur Frère Médard, n'ont qu'une attente : le voir remplacé par le drapeau français¹⁰.

L'ambiance de fin de règne fait craindre des troubles graves, malgré la mise en place de gardes civiques, car l'évacuation des troupes allemandes est en cours, sous cinq jours à partir de l'armistice pour la première phase, et achevée avant le 26. Sur la défensive, les *Feldgrauen* se montrent parfois menaçants. Si les troupes sont « molestées par la population », avertit le soviet de Mulhouse, elles feront « usage des armes, des mitrailleuses, même de l'artillerie »¹¹. Les incidents restent limités : pillages surtout, le fait de civils ou de soldats, comme à Barr¹² ; sabotages, tels la destruction des *Fokker* qui stationnent sur le terrain d'aviation du Polygone à Strasbourg ; bravache quand, « en tenue de parade », des Allemands livrent des « camions enguirlandés de feuillage » ou font jouer *La Marseillaise*¹³. Leur départ, effectif avant la date limite, entraîne la dissolution des soviets et une reprise en main de la situation par les autorités militaires françaises.

9. RICHEZ (Jean-Claude), « La Révolution de novembre 1918 en Alsace dans les petites villes et les campagnes », *Revue d'Alsace*, 107, 1981, p. 153-168.

10. MÉDARD (Frère), *L'Alsace fidèle à elle-même?*, Strasbourg, 1988, p. 135.

11. ZUNDEL (Auguste), 1914-1918. *Journal de la Grande Guerre vécue à Mulhouse*, présenté par Jean-François Wolffhugel, Colmar, 2004, p. 192.

12. « Un Incident à Barr en novembre 1918, Hommage au Docteur Marcel Krieg, 1913-2001 », *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Dambach-la-Ville, Barr, Obernai*, 36, 2002, p. 125-130

13. STERN, *op. cit.*, p. 485.

Une traînée « bleu horizon » sur toute l'Alsace

Selon la convention d'armistice l'armée française doit franchir l'ancien front à partir du cinquième jour pour atteindre une première ligne Metz - Marmoutier - Molsheim - Sélestat - route de Neuf-Brisach à Bâle. En formation de combat, afin d'éviter toute surprise, les poilus venus du front des Vosges et d'ailleurs, s'avancent comme une traînée « bleu horizon », en trois étapes, sur plus d'une semaine, parfois accompagnés d'unités américaines. Dès le 17 novembre, ils font leur entrée solennelle à Mulhouse (sous le commandement du général Hirschauer), Cernay, Altkirch et Ribeauvillé ; le 18 à Colmar (général Messimy, ancien ministre de la Guerre), le 19 à Saverne, le 20 à Obernai, le 22 à Strasbourg (général Gouraud, commandant de la 4^e armée, dite armée d'Alsace) et Bouxwiller ; le 23 à Woerth et Bischwiller, le 24 à Wissembourg et Seltz, le 25 à Lauterbourg, le 26 à Haguenau.

Les lieux symboliques de l'Alsace française, en particulier les champs de bataille de la guerre de 1870, sont l'objet de l'intérêt tant des communiqués officiels¹⁴, des « grands chefs » militaires, Foch ou Pétain, que de simples soldats et officiers qui visitent le théâtre de la charge de Reichshoffen ou s'inclinent sur la tombe du général Abel Douay (tué à Wissembourg). Des monuments provisoires sont élevés aux poilus, comme ce tertre érigé devant le théâtre de la place Broglie à Strasbourg. Partout, l'hommage mêle les morts des deux guerres, les Français donnant à croire que leur présence n'est qu'un juste retour des choses.

Ce sont des milliers de soldats français qui sont amenés à traverser l'ancienne Terre d'Empire. Ainsi, écrit son colonel, Perret, le 132^e d'infanterie passe la frontière le 18 novembre en « Lorraine naguère annexée et redevenue française, se dirigeant vers l'Alsace reconquise. Partout, l'accueil des populations libérées fut enthousiaste et chaleureux ». Le régiment franchit d'abord la petite distance qui sépare Bertrambois (Meurthe-et-Moselle) de Niderhof, puis traverse Hommert le 19, Marmoutier le 21, Wintzenheim-Kochersberg le 22, Vendenheim le 23, Brumath, où se trouve Pétain, le 24 ; Haguenau le 26, avec cantonnement à Bischwiller ; pour arriver enfin à Strasbourg le 9 décembre¹⁵.

Certains officiers sont chargés de missions de reconnaissance. Le capitaine Chambe, qui doit s'assurer que le terrain d'aviation de Niedernai n'est pas saboté, descend la vallée de la Bruche, croisant des habitants de Saales qui se rendent vers Saint-Dié afin de voir la France, avant de

14. *Le Figaro*, 23 novembre 1918.

15. Service Historique de la Défense – Terre (SHD-T), 26 N 688/ 6. JMO du 132^e RI. – Voir aussi : « 1 contre 8 ». *Le 132^e Régiment d'Infanterie*, Bischwiller, 1919.

connaître un accueil inoubliable une fois arrivé à destination¹⁶. De même à Rouffach pour le capitaine Albinet, du 1^{er} corps d'armée, chargé de s'occuper du cantonnement des troupes, qui fait son entrée dans la ville dès le 17 novembre, une foule tout autant joyeuse que curieuse se portant à sa rencontre¹⁷. Ces scènes préfigurent le retour officiel des troupes françaises dans les localités d'Alsace.

Jours de gloire, jours de fête : des *Flitterwochen* (semaines de bonheur)

Le retour solennel de la France est une réalité concrète dans toute l'Alsace, même si dans les villages, elle n'entraîne pas forcément d'entrée solennelle comme dans les villes. À Strasbourg, le général Gouraud, venant de Saverne, fait son entrée par la porte de Schirmeck (autrefois porte Nationale), plutôt que par celle de Cronembourg, car c'est par elle que la garnison française du général Uhrich était sortie vaincue en 1870 : « La boucle est ainsi bouclée. »¹⁸ Le cortège passe parfois sous un arc de triomphe : à Saverne une pancarte proclame avec fierté la revanche « 1913-

16. GRANIER, *op. cit.*, p. 45-62.

17. BÉHÉ, *op. cit.*, p. 75.

18. BURCKEL (Franck), « 1918 : la dernière entrée solennelle ? », *Quand Strasbourg recevait Rois & Princesses*, Strasbourg, 2011, p. 68.

1918 », en référence à l'affaire Forstner, ce jeune lieutenant allemand qui avait traité les recrues alsaciennes de *Wackes* (garnements)¹⁹. Les poilus empruntent ensuite généralement un itinéraire pavoisé aux couleurs nationales, ainsi, à Mulhouse : chaussée de Dornach (avenue Aristide Briand), Porte Haute (boulevard Roosevelt), quai du Fossé (actuelle avenue Kennedy), rue du Sauvage, plate forme Nord, jusqu'à la gare où doit avoir lieu une revue²⁰.

La population arbore, qui un vieil uniforme, une décoration française de 1870, qui un costume alsacien. Des jeunes filles accueillent les libérateurs avec des bouquets de fleurs sur fond d'hymne national ou de *Te Deum*. Les discours de bienvenue et d'hommages aux poilus et alliés se succèdent. S'expriment alors maire, curé, pasteur ou rabbin, parfois seuls à parler français ; vétérans de 70, sociétés locales, enfants des écoles, etc. qui protestent tous de leur amour de la France, la Mère Patrie, et de ses soldats,

19. STERN, *op. cit.*, p. 485.

20. CHECINSKI (Jean), *Les Poilus de Mulhouse à la crête des Vosges*, Strasbourg, 1999, p. 207.

complimentés en retour par les officiers français : « Le jour de gloire est arrivé! », s'exclame Gouraud à Strasbourg, berceau de *La Marseillaise*²¹.

À la suite des premiers soldats, tous les grands chefs militaires font leur entrée solennelle dans les villes d'Alsace : Castelnau à Colmar le 22, Pétain à Strasbourg le 25 ; puis Foch le 27, qui, avec le propre sabre de Kléber, rend un salut solennel à la statue du général, symbole de la fidélité des Alsaciens à la France. Les 8, 9 et 10 décembre, c'est l'apothéose avec le voyage d'État de Poincaré et de Clemenceau, président du Conseil, à Metz, Strasbourg, Colmar et Mulhouse, où le chef de l'État rend hommage aux souffrances d'une ville qui « deux fois au début de la guerre a pu se croire délivrée, deux fois (...) est retombée au pouvoir de ses geôliers »²². Le retour de la France marque alors un moment d'enthousiasme populaire indéniable²³.

Les journaux alsaciens de l'époque, ainsi que les témoignages, évoquent l'ambiance de ces retrouvailles. Thomas Seltz, rédacteur en chef de l'*Elsässer* (catholique), décrit ainsi l'entrée de l'armée française à Strasbourg : « On attendait, on attendait, tremblant de joie et de crainte, ne pouvant presque pas croire à ce qui devait arriver [...]. Tout était drapeau et *Marseillaise*... Quand les premiers [soldats] vinrent, ce fut un cri unanime vers le ciel

21. BÉHÉ, *op. cit.*, p. 3.

22. *Colmar-Mulhouse-Schlestadt*, Guides illustrés Michelin des Champs de bataille (1914-1918), Clermont-Ferrand, 1920, p. 48.

23. Archives Nationales (AN), AJ 30 249, Administration provisoire de l'Alsace-Lorraine après 1914. Dossiers voyages présidentiels.

[...]. On se sentit heureux. »²⁴ Même souvenirs du côté de Frère Médard : « Des cris, des vivats retentissaient partout : “Vive la France!”, “Vive Poincaré!”, “Vive Clemenceau!” On se ruait sur les officiers et les poilus pour leur serrer la main. Les enfants grimpaient sur les épaules de leurs parents pour voir “le Tigre” et Poincaré. On dansait, on s’embrassait. Les vétérans de 70 versaient des larmes [...]. C’était le délire! »²⁵

Même ton du côté des Français. *L'Écho de Paris* souligne le « magnifique enthousiasme » des retrouvailles, qui se font à l'unisson, souligne *Le Temps*²⁶. Les soldats en profitent, tel Raymond Stern, pour déguster « bock et choucroute garnie » dans une brasserie alsacienne près de la place Gutenberg, où s'élève la statue « des livres de classe, que l'on dessine cent fois étant gosse », emportant avec lui le souvenir des villages en fête traversés « sur la grande route de Colmar! Que de cris, que de vivats encore. »²⁷ Satisfaction aussi des personnalités jusqu'à Poincaré, touché par le don de 700 000 francs des Mulhousiens pour la reconstruction de sa commune de Sampigny dans la Meuse : « Les braves gens! écrit-il. Peuvent-ils faire un geste plus amical et plus délicat? »²⁸ Joie et émotion enfin pour les exilés alsaciens qui retrouvent leur terre d'origine, comme le dessinateur francophile Hansi rentré à Colmar dès le 15 novembre.

L'entrée des poilus permet donc des retrouvailles entre France et Alsace, mais quelles en sont les modalités profondes, et avec quels desseins de part et d'autre?

Un jeu d'acteurs multiples : une opération concertée entre Français et Alsaciens francophiles ?

Dès 1914, le retour de soldats français en Alsace avait été accompagné de déclarations fraternelles, telles celle du général Dubail, dont la 1^{re} armée s'était avancée jusqu'à Urmatt en août, ou surtout de Joffre à Thann en novembre. Appliquant les ordres du jour de Pétain des 12 et 14 novembre 1918, le général Gérard, commandant la 8^e armée, s'adresse ainsi à ses hommes : « Ce n'est pas en vainqueurs, mais en libérateurs que nous nous présentons aux Alsaciens-Lorrains [...]. Les pays libérés vont être à même de comparer les procédés des Allemands aux nôtres. Chacun aura à cœur que cette comparaison soit, partout et en toutes circonstances,

24. BAECHLER (Christian), *Les Alsaciens et le Grand Tournant de 1918*, Strasbourg, 2008, p. 98.

25. MÉDARD, *op. cit.*, p. 136.

26. *L'Écho de Paris*, 23 novembre 1918. - *Le Temps*, 10 décembre 1918.

27. STERN, *op. cit.*, p. 487.

28. POINCARÉ (Raymond), *Au service de la France*, tome 10, Paris, 1933 p. 450.

à notre avantage », nous apportons à ce pays, « le soulagement de ses misères. »²⁹

De fait, à Haguenau, Gérard met en avant le général Duport, commandant du 6^e corps, enfant de la ville. À Mulhouse, le général Hirschauer évoque le souvenir de son père, originaire de la ville, « dormant en terre alsacienne », et revêt des « pantalons rouges » pour faire oublier aux Mulhousiens leurs déceptions de 1914, tout en répondant aux attentes du moment : « 20 000 miches ont été chopées sur les camions [de ravitaillement] avec la connivence des conducteurs », remarque le chroniqueur Émile Zundel³⁰.

On veut faire bonne figure. Les troupes ont de l'allant, « des silhouettes fringantes », relève l'instituteur mulhousien Philippe Husser³¹, tandis que les troupes allemandes en retraite ne payaient plus de mine. Beaucoup d'unités présentes sont auréolées de faits d'armes, comme « ces fameuses troupes qui, en juillet, avaient arrêté net l'offensive de Ludendorff », souligne le *Journal des Débats*³². L'éclat des visites présidentielles est rehaussé par des invités prestigieux : des centaines de parlementaires, des grands généraux français et des héros comme René Fonck – as de l'aviation, dont le père est un optant né à Ranrupt (Bas-Rhin) –, des personnalités alliées comme le général Pershing, commandant en chef du corps expéditionnaire américain – lui aussi de (lointaine) origine alsacienne –, ou le maréchal britannique Douglas Haig.

Pour que ces visites se déroulent sans incidents, on cherche à s'organiser des deux côtés. Des officiers de liaison ou des émissaires civils sont dépêchés dans les différentes villes et localités et des comités de réception sont mis en place, à Strasbourg dès le 5 novembre à l'initiative du francophile Fritz Kieffer, qui, le 19, finit par se rendre au QG de Gouraud à Obernai pour hâter la venue des poilus³³. Le maire de Mulhouse l'a précédé dans cette démarche auprès du QG français de Thann, car, comme Kieffer, il craint les désordres et les problèmes de ravitaillement : dès le 16 novembre, il peut afficher le programme du lendemain, avec début des festivités à 13 heures³⁴.

Les modalités d'entrée sont établies en concertation entre les deux partenaires, jusqu'à l'intendance, avec, comme à Colmar, la demande de

29. BÉHÉ, *op. cit.*, p. 1-7.

30. *Le Temps*, 19 novembre 1918. - GRANIER, *op. cit.*, p. 80. - ZUNDEL, *op. cit.*, p. 193-194.

31. HUSSER (Philippe), *Un instituteur alsacien entre France et Allemagne : Journal de Philippe Husser, 1914-1951*, Paris, 1989, p. 125.

32. *Journal des Débats*, 27 novembre 1918. - BORDEAUX (Henry), *Sur le Rhin*, Paris, s. d., p. 206 et 211-212.

33. GRANIER, *op. cit.*, p. 32 (« L'Anarchie s'installe à Strasbourg », par Robert Heitz) et p. 111.

34. ZUNDEL, *op. cit.*, p. 207.

mise à disposition de l'armée française de casernes et de paille fraîche³⁵. Les hommes politiques sont eux aussi mobilisés, à des fins plus patriotiques et propagandistes, tout comme les populations, à travers patronages, sociétés culturelles ou sportives, telle l'Avant-Garde du Rhin, ou par le Souvenir français, pour régler cortèges, fanfares, visites, discours et autres temps forts des manifestations.

À Strasbourg, Fritz Kieffer dicte la conduite à tenir, lors de la réception des troupes françaises, aux « jeunes filles VRAIMENT Alsaciennes » qu'il a réunies à l'Aubette le 20 novembre³⁶. On s'emploie aussi à faire disparaître les symboles du pouvoir allemand, comme la statue de l'empereur Guillaume I^{er} sur le *Kaiserplatz* (place impériale, actuelle place de la République) de Strasbourg, renversée à l'initiative du francophile Cercle des anciens étudiants. Toutefois, certains flottements apparaissent.

Les bons et les mauvais signes

Des attermoissements se produisent, sans vraiment, pour l'instant, entamer l'enthousiasme populaire. À Mulhouse, le 15 novembre déjà, « la ville est en fête, dans l'attente de l'armée française annoncée, mais en vain » jusqu'au 17. « Entre-temps de nombreux officiers et troupiers viennent en ville et sont reçus avec des ovations »³⁷, quand ce ne sont pas des prisonniers de guerre libérés qui apparaissent. Même les visites présidentielles, envisagées dès le 18 novembre, sont retardées pour des questions de sécurité et de protocole³⁸. Une fois fixé, le programme n'est pas toujours tenu : à Colmar la prise d'armes place Rapp n'a pas lieu³⁹ ; à l'inverse, à Strasbourg, des représentants de la très laïque III^e République assistent à une cérémonie à la cathédrale, puissant symbole des provinces perdues et recouvrées⁴⁰, mais aussi au temple et à la synagogue.

Il y a aussi des drames. Des accidents terribles se produisent, comme à Varsberg, en Lorraine libérée, où le petit Robert Keller, âgé de neuf ans,

35. LICHTLÉ (Francis), « Novembre 1918 à Colmar », *Dialogues transvosgiens*, 23, 2009, p. 10.

36. GRANIER, *op. cit.*, p. 113.

37. ZUNDEL, *op. cit.*, p. 193.

38. La décision de principe est prise dès le 11 novembre. Mais pour des raisons de sécurité, l'entrée des troupes doit précéder celles des représentants de la France. Poincaré doit honorer différentes obligations, notamment la réception à Paris du roi des Belges ou du souverain britannique ; il soupçonne également, un temps, que Clemenceau intrigue pour le précéder : « Il veut être le seul à recevoir les troupes, les haranguer, être le premier Français à entrer en Alsace », POINCARÉ, *op. cit.*, p. 413-425.

39. LICHTLÉ, *op. cit.*, p. 10.

40. *Quand Strasbourg... op. cit.*, p. 68.

est écrasé sous les roues d'un attelage d'artillerie français le 21 novembre⁴¹. À Mulhouse, l'émotion terrasse l'abbé Henri Cetty, né à Colmar, figure du catholicisme social en Alsace et curé francophile de l'église Saint-Joseph.

L'entrain patriotique n'est pas forcément de mise. À Mulhouse, beaucoup de poilus « ont l'air las et indifférents » estime Philippe Husser. Pourtant, relève-t-il malicieusement, parmi leurs jeunes hôtes mulhousiennes se glissent des moins jeunes qui « cherchent néanmoins à se faire remarquer (d'eux) en portant un costume alsacien ». Tout n'est pas bon enfant non plus : il a fallu disperser à la lance à incendie des amateurs de pain blanc trop empressés et, le soir, des fusées tirées « à tort et à travers » ont provoqué un incendie. »⁴² Faut-il y voir de la mauvaise volonté de la part des « libérés » ?

Si des habitants de régions touchées par les combats d'août 1914, échaudés par le reflux français d'alors, font d'abord preuve de prudence, rapporte le général Taufflieb⁴³, ailleurs, c'est parfois une réelle défiance : dans la *Neustadt* de Strasbourg, « le coin allemand de la grande ville [...], peu, très peu de drapeaux », constate Raymond Stern : « Ici et là, quelques étendards blanc et rouge alsaciens » seulement⁴⁴. Des incidents éclatent, comme à Sundhoffen, où des villageois, protestants et germanophones, accusent les poilus de pillage⁴⁵. Ailleurs, ces Alsaciens qui ne s'expriment qu'en « boche » sont assimilés à des Allemands⁴⁶. Partout, les personnalités vraiment compromises avec le régime précédent sont aussitôt écartées.

Les Allemands n'encouragent cependant pas les troubles, ils les craignent, et cherchent à les prévenir en s'entendant tant avec les soviets, conformément aux ordres secrets donnés par Hindenburg le 10 novembre⁴⁷, qu'avec les Français. Le 12 novembre le haut commandement allemand télégraphie : « Prière d'exhorter au calme par TSF la population d'Alsace-Lorraine », révèle Pétain⁴⁸. Des discussions sont aussi entamées à Senones entre officiers d'état-major allemands (armée Herzog Albrecht) et français (groupe d'armées de l'Est de Castelnau) afin d'assurer la transition entre forces de l'ordre, deux heures au moins avant les têtes de colonnes de poilus, et même quatre à Strasbourg⁴⁹.

41. BRASME (Pierre), *Moselle 1918. Le retour de la France. Délivrance, bonheurs, désenchantements...*, Paris-Sarreguemines, 2008, p. 5 et 94-95.

42. HUSSER, *op. cit.*, p. 125-126.

43. TAUFFLIEB (Émile), *Souvenir d'un enfant de l'Alsace 1870-1914*, Strasbourg, 1934, p. 42.

44. STERN, *op. cit.*, p. 487.

45. HUSSER, *op. cit.*, p. 133.

46. Collection privée, Correspondance d'un poilu, Keskastel, 13 décembre 1918.

47. GRANIER, *op. cit.*, p. 34.

48. BÉHÉ *op. cit.*, p. 6 et 18.

49. FOMBARON (Jean-Claude), « Six jours pour franchir les cols : 17 novembre 1918 », *Dialogues transvosgiens*, 18, 2003, p. 26-28.

Ce souci d'ordre, et le peu d'envie de partir outre-Rhin, en pleine révolution, conduit d'ailleurs des Allemands de souche à participer aux fêtes de la délivrance et à acclamer l'entrée des troupes françaises, aux côtés des « Vieux-Alsaciens »⁵⁰.

Pour autant, l'accueil globalement enthousiaste réservé aux poilus vaut-il adhésion populaire à un changement de souveraineté?

Le plébiscite spontané comme ciment de la France victorieuse

L'idée d'un « plébiscite spontané »⁵¹ est lancée par la presse mulhousienne dès le 16 novembre, au regard du « nombre de drapeaux sous lesquels disparaissent les façades [des] maisons » (*Express*), avant même l'entrée des poilus. Elle est surtout développée par l'*Oberelsässische Landeszeitung* du 23 novembre⁵². La question d'Alsace-Lorraine paraît ainsi tranchée pour les Français. Un vote serait un « déni de justice », prévient Poincaré le 17 novembre, puisque les optants ne pourraient se prononcer, à l'inverse des immigrés allemands⁵³. Du reste, « à quel moment cette consultation populaire devrait[-elle] avoir lieu? », s'interrogeait dès 1917 Anselme Laugel, mécène francophile : « Est-ce au moment où l'Alsace-Lorraine serait encore soumise à l'Allemagne? Mais alors, quelle valeur la France pourrait-elle [lui] accorder? » À l'heure de la victoire, l'inverse paraît tout aussi illégitime⁵⁴. « Les acclamations de la foule » sont en revanche des plus éclairantes, estime Gaston Deschamps, alors journaliste et homme politique⁵⁵.

Cela renforce d'ailleurs les stéréotypes qui habitent les Français : une Alsace martyrisée par les Prussiens depuis 1870, à l'inverse de l'Alsace française heureuse d'autrefois, croyance véhiculée par Hansi, René Bazin ou par les romans d'Erckmann-Chatrian, évoqués dans *L'Humanité* jusque par Marcel Cachin – celui-là même qui, en 1917, lors d'un voyage en Russie, admettait que la France devrait renoncer aux « Provinces perdues » si cela pouvait hâter la conclusion de la paix –, qui voit maintenant dans

50. BAECHLER, *op. cit.*, p. 117 et 127.

51. MESTRE (Christian), « L'Alsace, une personnalité objective internationale? » in *Histoire du droit local* (actes du colloque de Strasbourg du 19 octobre 1989, Institut du droit local alsacien-mosellan, Strasbourg, 1990, p. 43.

52. *Express*, 16 novembre, et *Oberelsässische Landeszeitung*, 23 novembre 1918. - BAECHLER, *op. cit.*, p. 115.

53. 31 juillet 1914-17 novembre 1918. *Messages – Discours – Allocutions. Lettres et Télégrammes de Raymond Poincaré, Président de la République*, Paris, 1919, p. 303.

54. *Nouvelle Revue nationale*, 2 et 4, 1917 (25 juin et 25 août).

55. DESCHAMPS (Gaston), *De Noyon à Strasbourg*, Paris, 1921, p. 204.

l'enthousiasme qui accompagne l'entrée des troupes françaises en Alsace-Lorraine de « grandes journées où un peuple est rendu à lui-même »⁵⁶. Le principe d'autodétermination, brillamment défendu en 1870, notamment par Fustel de Coulanges, n'est cependant plus d'actualité⁵⁷.

En fait, après le 11 novembre 1918, l'Alsace et la Lorraine se muent en un symbole de la Victoire. L'accueil reçu donne sens au sacrifice des 1 400 000 poilus⁵⁸. Lors de l'installation d'un Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe le 11 novembre 1920 est apposée l'inscription : « 4 septembre 1870 – Proclamation de la République ; 11 novembre 1918 – Retour de l'Alsace-Lorraine à la France. » Les « Provinces recouvrées » cimentent ainsi la cohésion de la France républicaine, cette fois victorieuse⁵⁹. Déjà, en décembre 1918, Raymond Poincaré affirmait : « Sans l'Alsace, la France avait perdu son équilibre, elle le retrouve aujourd'hui. »⁶⁰

Cette « restitution » est, de fait, acceptée par les Alliés. Après l'entrée des États-Unis dans le conflit en avril 1917, Paris fournit un effort de propagande considérable en y envoyant notamment Daniel Blumenthal, l'ancien maire de Colmar, pour convaincre les Anglo-Saxons du bien-fondé du retour de l'Alsace-Lorraine à la France⁶¹. Toutefois, si le président Wilson parle en janvier 1918, dans ses *Quatorze points*, de « préjudice causé à la France par la Prusse en 1871 en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine », qui « devra être réparé », cela n'implique pas nécessairement un retour à la France, mais plutôt l'organisation d'une consultation des populations intéressées.

L'accueil réservé aux troupes françaises dissipe-t-il les doutes des Anglo-Saxons sur l'appartenance nationale des Alsaciens-Lorrains ? Charles Frey, rédacteur en chef de la *Strassburger Neue Zeitung*, en est convaincu⁶². Il impressionne en tous cas Haig, Pershing, Margret Wilson, la fille du président⁶³, ou encore G. H. Perris, l'envoyé du *New York Times* pour qui le problème « sera résolu plus facilement que cela semblait possible il y

56. *L'Humanité*, 25 novembre 1918.

57. Un historien comme Louis Batiffol prétend même, au contraire, démontrer que les Alsaciens sont des Celtes et non des Germains, selon un raisonnement anthropométrique, retournant l'argumentation allemande de la nationalité (*Les Anciennes républiques alsaciennes*, Paris, 1918, p. 23-27). - Voir SMITH (Paul), « À la recherche d'une identité nationale en Alsace (1870-1918) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 50, avril-juin 1996, p. 23-35.

58. *L'Écho de Paris* du 12 décembre 1918 tire ainsi « la Leçon de l'Alsace ».

59. HOZE (Bertrand), « L'Alsace-Lorraine après l'Alsace-Lorraine, de 1918 à nos jours. Histoire, mémoire... oubli », *Annales de l'Est*, n° spécial, 2006, p. 301-314, p. 311-313.

60. *Le Temps*, 10 décembre 1918.

61. BLUMENTHAL (Daniel), *Alsace-Lorraine. A Study of the Relations of the two Provinces to France and to Germany and a Presentation of the Just Claims of their People*, New York-Londres, 1917, 72 p.

62. *Strassburger Neue Zeitung*, 15 décembre 1918. - BAECHLER, *op. cit.*, p. 119-120.

63. BÉHÉ, *op. cit.*, p. 356 et 387.

a quelques mois »⁶⁴. Ce qui paraît déjà consacrer aux yeux du monde le retour des « chères provinces », officiellement réintégrées par le traité de Versailles.

Toutefois, des voix, en France, réclament davantage, avant même la fin de la guerre⁶⁵ : la frontière de 1814, toute la rive gauche du Rhin. La République, accusée d'impérialisme, et pas seulement par la Russie soviétique (qui n'a d'ailleurs pas été invitée à la conférence de la Paix), n'obtient que la démilitarisation de cette zone et le détachement de la Sarre du reste de l'Allemagne, concédés par Wilson, tout à son « programme de la paix du monde » et à la création d'une Société des Nations. Dans le même temps, rares sont ceux qui œuvrent à renforcer une présence française plus pacifique en Alsace, notamment dans le domaine économique ; mais c'est le cas de Stéphane Pichon, le ministre des Affaires étrangères, ou du président de la Chambre de commerce de Paris⁶⁶. Les revendications du parti de la Rhénanie, fondées sur des impératifs de sécurité, posent question : faut-il faire fi du droit des peuples au profit de la garde du Rhin, frontière militaire ? Est-ce de là que découlerait la montée en puissance d'un malaise alsacien ?

L'éblouissement tricolore et le « malaise alsacien »

L'arrivée des Français en Alsace-Lorraine paraît un « éblouissement tricolore », de l'ordre de l'irrationnel dit-on. « On se sent revivre dans cette France qui nous a rapporté la paix et encore de quoi manger », explique une jeune Sélestadienne⁶⁷. La France apparaît comme le pays de la liberté, tandis qu'outre-Rhin, après la dictature, se développe la révolution spartakiste, encore moins souhaitée par les Alsaciens que le régime « prussien ». Elle représente la prospérité symbolisée par le pain blanc et le vin rouge, après le temps des restrictions, grâce aussi à un change mark / franc avantageux, même si tous n'en profitent pas.

Les Alsaciens font-ils alors preuve d'opportunisme ? Philippe Husser, à Mulhouse, se montre très agacé : « Quel comportement indigne chez certains [...] ! C'est à qui sera le meilleur Français [...]. Il n'y a pas d'Alsaciens ; il n'y a que des pantins. »⁶⁸ Partout, comme à Strasbourg, c'est par exemple la valse des enseignes : Café de Paris, de l'Odéon ou

64. *New York Times*, 6 décembre 1918.

65. Voir : « Questions stratégiques, par le général Bourgeois », *L'Alsace-Lorraine et la frontière du Nord-Est*, Travaux du Comité d'études, tome 1, Paris, 1917, p. 305-339.

66. *Le Temps*, 13 décembre 1918.

67. Collection privée, Correspondance de Joséphine à Caroline Tévisson à Paris, 1^{er} février 1919.

68. HUSSER, *op. cit.*, pp. 127-128.

Restaurant de la Marne remplacent les dénominations qui ne sont pas jugée assez patriotiques ou trop allemandes. Les Alsaciens adhèrent-ils simplement à l'analyse pragmatique francophile de la plupart des journaux qui présentent les avantages à être Français?⁶⁹ Sans doute s'expriment-ils dans un contexte trop extraordinaire pour réagir avec mesure et faire preuve de recul⁷⁰.

Les Alsaciens s'approprient toutefois la vision française de la Grande Guerre, avec ses poilus en capotes bleu-horizon coiffés de casques Adrian, relayée par la propagande - dénoncée par les Allemands : films des entrées solennelles ; ouvrages⁷¹ ou médailles commémoratives ; dénomination de rues (du 17 novembre à Mulhouse ; du 22 à Strasbourg ; place du 18 novembre à Colmar). L'enthousiasme porté à un sommet irrationnel, donc artificiel, ne peut en tous cas que retomber rapidement.

Un malaise, perceptible dès novembre 1918, s'installe en effet au début de 1919. L'Alsace-Moselle est administrée depuis Paris par le Service général d'Alsace-Lorraine dirigé par Jules Jeanneney, relayé par un haut commissariat de la République à Strasbourg et deux autres commissaires à Colmar et à Metz, créés dès le 15 novembre, avant l'entrée des poilus. Cette politique d'assimilation voulue par Clemenceau, contraire aux promesses faites, ignore les spécificités locales, linguistiques et religieuses en particulier. « Nous avons fermé le livre de 1870, nous le rouvrons à la page 1918 », aurait proclamé un fonctionnaire français⁷². Comme les *Rucksackfranzosen* (revenants), ces optants de 1872 ou leurs descendants, beaucoup sont pourtant convaincus du bien-fondé de cette politique, comme l'abbé Wetterlé, opposant au régime allemand et fondateur, un mois après l'entrée des poilus, du journal nationaliste *Le Rhin français*⁷³.

En avril 1919, la création d'un commissariat général à Strasbourg, confié à Alexandre Millerand, ancien ministre de la Guerre, prend davantage en compte le particularisme alsacien, et permet un apaisement, cependant temporaire, le système départemental étant réintroduit le 17 octobre 1919. La France rend ainsi un certain crédit à la décentralisation allemande (même si à l'époque du *Reichsland*, l'Alsace-Lorraine n'a jamais joui d'une véritable autonomie, le projet de Schwander montrant bien les limites de la réforme de 1911).

69. Notamment la *Freie Presse* (socialiste) des 8 et 14 novembre, le *Mülhauser Tagblatt* ou l'*Elsässer* du 11 novembre 1918. - BAECHLER, *op. cit.*, p. 59, 99-104 et 125.

70. *Ibid.*, p. 120-130.

71. Comme MADELIN (Louis), *Les Merveilleuses heures d'Alsace et de Lorraine*, Paris, 1919, 247 p.

72. VOGLER (Bernard), *Histoire politique de l'Alsace*, Strasbourg, 1995, p. 214.

73. *Le Rhin français*, 21 décembre 1918.

La sécurité de la frontière franco-allemande reste pour Paris la véritable « obsession », comme depuis 1871⁷⁴. Berlin, qui ne renonce pas au principe de consultation, inquiète, manœuvre et obtient finalement de soumettre le sort de la Haute-Silésie à plébiscite⁷⁵. Pourquoi pas l'Alsace ? D'autant que les Allemands laissent à penser que l'accueil réservé aux Français aurait surtout été le fait de la génération d'avant 1870. Or, les jeunes, mobilisés dans l'armée allemande (*Feldgrauen*), mieux assimilés, sont désormais de retour.

Dès décembre 1918 fonctionnent des « commissions de triage » de la population de l'ancien *Reichsland* (en quatre catégories, A, B, C, D) pour débusquer les immigrés allemands et les germanophiles, « indésirables », dont 110 000 sont expulsés sans ménagement, souvent sur dénonciation⁷⁶. Les poilus prennent en Alsace leurs quartiers dans les impressionnantes casernes wilhelminiennes (dont celles de Strasbourg, Haguenau, Mutzig, Sélestat, Colmar, Mulhouse, Altkirch), une flottille du Rhin est créée, ainsi qu'une tête de pont à Kehl (en janvier 1919). Les Alsaciens sont désormais aussi soldats français, recensés à partir de mars 1919, affectés hors de la région afin de favoriser leur assimilation par l'armée, « école de la France »⁷⁷.

L'absence de plébiscite en bonne et due forme laisse des questions sans réponse sur le sens à donner à l'accueil réservé aux troupes françaises (aurait-il d'ailleurs porté sur la nature du lien ?). On connaît bien, en revanche, le résultat des législatives du 16 novembre 1919, un an après les fêtes de la délivrance, « élections vraiment plébiscitaires », selon l'expression du docteur Charles François, député de l'ex-Lorraine annexée : tous les élus d'Alsace-Moselle adhèrent en effet au Bloc national de Clemenceau et Millerand (comme tous, aux élections pour le *Reichstag* en 1874, première consultation populaire après l'annexion, avaient été protestataires), même si émergent des organisations politiques régionales, notamment l'Union populaire républicaine, catholique.

74. BOULANGER (Philippe), *La Géographie militaire française : 1871-1939*, Paris, 2002, p. 396. - Voir aussi ROTH (François), « La Frontière franco-allemande, 1871-1918 », *Annales de l'Est*, 1992, 1, p. 35-52.

75. La contestation des termes des propositions de paix est notamment le fait du juriste Walter Schucking. Pour l'Alsace-Lorraine, Berlin aurait maintenu, par duplicité, le principe d'un plébiscite - car convaincu que Paris refuserait -, afin de préserver pour l'avenir un argument pour contester la perte du *Reichsland*.

76. Cette politique retient souvent l'attention des historiens étrangers, par exemple : THOSS (Hendrik), « *Purifier – centraliser – assimiler*. Reannexion und Vertreibung im Elsaß und in Lothringen nach 1918 » in NIEDOBITEK (Frank-Lothar et Mathias) (dir.), *Vertreibung und Minderheitenschutz in Europa*, tome 1, Berlin, 2005, p. 281-296. - BOSWELL (Laird), « From Liberation to Purge Trials in the “Mythic Provinces”. Recasting French Identities in Alsace and Lorraine 1918-1920 », *French Historical Studies*, 23.1, 2000, p. 129-162.

77. SHD-T, 7 N 327, Directives du ministre de la Guerre [août 1919]. Clemenceau

Lors de la rentrée solennelle de cette Chambre « bleu horizon », le 8 décembre 1919, le docteur François s'exclame :

Le détestable traité de Francfort a été déchiré. La population de l'Alsace et de la Lorraine a réservé un accueil enthousiaste à ses libérateurs. Un vote populaire a sanctionné aujourd'hui la première manifestation publique de nos sentiments trop longtemps comprimés [...]. L'Alsace et la Lorraine reprennent la garde le long de la frontière du Rhin. »⁷⁸

« Frères d'Alsace et de Lorraine [...], la France victorieuse vous reçoit sur son cœur »⁷⁹, conclut Clemenceau, soulignant ainsi que leur appartenance à la communauté française est davantage une affaire de sentiment que de droit⁸⁰.

Mais en termes juridiques, l'adhésion exprimée par les populations lors de l'entrée des troupes françaises peut-elle satisfaire le droit international ? Le choix, fait à Versailles, de fixer le retour à la France au 11 novembre 1918, s'il permet de faire succéder immédiatement la souveraineté de la France à celle de l'Allemagne (Paris ayant d'ailleurs pris dès l'armistice les frais d'occupation à sa charge) pose problème : à cette date, souligne le juriste Christian Mestre, les poilus n'ont pas encore pénétré en Alsace. Pourquoi ne pas choisir alors plutôt le 17 novembre (franchissement du front) ou le 22 (entrée dans la capitale, Strasbourg) ?

Une date postérieure au 11 novembre obligerait en fait à reconnaître le *Nationalrat* et à négocier avec lui un accord international, fondé sur un libre rattachement à la France⁸¹. Du coup, 1918 n'annulerait pas le traité de Francfort, ce qui remettrait en cause les fondements de la politique française depuis 1871, niant en outre la raison d'être du conflit, et délégitimant la politique de réintégration de l'Alsace⁸². Du reste, dans l'esprit de beaucoup de Français, la réintégration date bien du 11 novembre, comme le titrait *Le Petit Parisien* juste après l'armistice : « L'Alsace-Lorraine nous revient ! »⁸³.

78. <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/protestataires/1919-page4.jpg>

79. BONNEFOUS (Édouard), *Histoire politique de la Troisième République*, t. 3 : *L'Après-guerre 1919-1924*, Paris, 1968, p. 75-80.

80. MESTRE, *op. cit.*, p. 45.

81. Paris récuse toute légitimité aux institutions issues du *Reichsland*, même après le vote à l'unanimité du Conseil national pour le rattachement à la France (5 décembre 1918).

82. MESTRE, *op. cit.*, p. 41-45.

83. *Le Petit Parisien*, 12 novembre 1918.

Conclusion

En novembre 1918 l'entrée des troupes françaises en Alsace, jusqu'au Rhin, consacre la défaite de l'Allemagne dans un contexte révolutionnaire. Une vague « bleu horizon » déferle sur la province recouvrée avec l'apothéose des visites présidentielles : ces retrouvailles festives restent dans la mémoire collective comme des « semaines de bonheur ». Les Français se présentent en libérateurs tandis que les Alsaciens protestent de leur fidélité. De part et d'autre, des contacts préalables sont noués, souvent avec mise en place de comités de réception, même si des flottements ou une certaine réserve sont observés ici et là, parfois attribués à l'influence allemande. Si ce temps de la délivrance est présenté comme un plébiscite spontané, c'est pour tenir compte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes cher à Wilson, mais aussi car il ne pouvait en être autrement : la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France par consentement populaire annule l'humiliation de 1871 et justifie les sacrifices consentis depuis 1914. Pourtant, les Alsaciens de 1918 ne sont plus ceux de 1871, quarante-sept ans plus tôt ; les Français non plus. Un certain malaise se fait rapidement sentir face à la politique assimilatrice de Paris, fondé sur une vision anachronique de l'Alsace, et convaincue de devoir consolider la frontière du Rhin, que ses troupes viennent de reconquérir, afin d'assurer la sécurité et la cohésion de la France républicaine. Les Alsaciens se seraient quant à eux laissé éblouir un temps par l'entrée des troupes françaises, voire étourdir, avant d'affirmer leur particularisme. Un an plus tard, ils confirment cependant l'attachement à la France lors des législatives de 1919.

Toutefois, le problème du particularisme alsacien perdure, jusqu'à aujourd'hui, près d'un siècle plus tard, toujours complexe. Le relief donné au centenaire de la Constitution de 1911, présenté comme le paradis perdu des libertés alsaciennes, n'a pas empêché les électeurs, en avril 2013, de rejeter par référendum le projet de Conseil d'Alsace (à plus de 60 % de « non » dans le canton de Dannemarie⁸⁴, ancien fief d'Eugène Ricklin), pour diverses raisons, tandis que les défilés militaires du 14 juillet font toujours recette, en particulier lorsqu'ils rassemblent soldats français et allemands réconciliés, qui plus est lors des cérémonies du 11 novembre.

84. *L'Alsace, DNA*, 9 avril 2013.

Résumé

Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France

À l'issue de la Grande Guerre et de la défaite de l'Allemagne le 11 novembre 1918, l'entrée des troupes françaises en Alsace, vague « bleu horizon » qui se répand jusqu'au Rhin, peut apparaître comme des retrouvailles festives marquant la restitution de la province perdue en 1871. Les poilus se présentent en libérateurs et l'accueil qui leur est réservé prend valeur de plébiscite spontané pour les Français, d'autant qu'une réelle entente prévaut dans l'organisation de la réception de l'armée française. Mais le retour de la France en Alsace signifie-t-il automatiquement consentement pour une réintégration de l'Alsace à la France ?

Un certain malaise se fait rapidement sentir après l'euphorie des retrouvailles, en fait une sorte d'incompréhension mutuelle quand Français et Alsaciens se redécouvrent, différents de 1870. Pour la France victorieuse, la restitution pure et simple de l'Alsace-Lorraine par consentement populaire permet de se conformer au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cher au président américain Wilson, mais surtout annule l'humiliation de 1871, justifie les sacrifices exigés depuis 1914 et cimente la France républicaine.

« Une et indivisible » celle-ci croit s'assurer la garde du Rhin par une politique d'assimilation de l'Alsace, qui se heurte à l'autonomie relative expérimentée sous le régime allemand. En novembre 1918, les Alsaciens se seraient ainsi aveuglement donnés à la France, sans définir la nature du lien réunissant Paris et l'Alsace, dans le contexte euphorique et artificiel de la fin de la guerre. Toutefois, un an après l'entrée triomphale des troupes françaises, ils confirment leur attachement à la France lors des législatives de novembre 1919, sans renoncer cependant à défendre leur particularisme.

Zusammenfassung

1918, zurück an der Rheingrenze. Die „Poilus“ marschieren im Elsass ein. Das Land ist wieder französisch

Am 11. November 1918 unterzeichnet das Deutsche Reich die Kapitulationsurkunde. „La Grande Guerre“ (Erster Weltkrieg) ist zu Ende. Die französischen Truppen, die „Blaue Welle“, rücken vor bis zum Rhein. Ihr Einmarsch ist eine festliche Wiedersehensfeier. Die Provinz, die 1871 verloren gegangen war, kehrt zurück. Die „poilus“ (französische Frontsoldaten) werden verehrt und als Befreier gefeiert. Ihr Empfang ist quasi ein spontanes Plebiszit für die Franzosen, kein Misston stört seine Organisation. Aber bedeutet die Rückkehr Frankreichs im Elsass automatisch, dass dieses seiner Eingliederung in den Staat Frankreich ohne Vorbehalte zustimmt? Die Euphorie der Wiedersehensfeiern ist kaum verraucht, da taucht auch schon ein gewisses Unbehagen auf. Genauer gesagt, Franzosen und Elsässer verstehen einander nicht mehr, sie sind anders als 1870. Für die Franzosen ist die vorbehaltlose Rückkehr Elsass-Lothringens durch Zustimmung von deren Bevölkerung eine willkommene Gelegenheit zu zeigen, wie sehr man das Recht der Völker auf Selbstbestimmung beachtet. Ein Recht, das dem amerikanischen Präsidenten Wilson so sehr am Herzen liegt. Was vielleicht noch wichtiger ist, diese Rückgabe lässt die Demütigung von 1871 vergessen, sie rechtfertigt die Opfer, die seit 1914 gebracht werden mussten, und sie festigt das republikanische Frankreich. Dieses ist, wie ein Grundsatz seit der Großen Revolution besagt, „une et indivisible (in etwa einzig und unteilbar). Durch eine Politik der Wiedereingliederung des Elsass glaubt es, für die Sicherheit des Rheins verantwortlich zu sein. Doch diese Politik stört die Erfahrung der Elsässer mit der relativen Autonomie unter dem deutschen Regime. Die Elsässer hätten sich im November 1918 blind Frankreich in die Arme geworfen. In der euphorischen und künstlichen Atmosphäre der Nachkriegstage hätten sie nicht daran gedacht, wie ihre Verbindung mit Paris aussehen soll. Jedoch, ein Jahr nach dem triumphalen Einmarsch der französischen Truppen bestätigen sie in den Parlamentswahlen vom November 1919, wie sehr sie sich mit Frankreich verbunden fühlen. Das hieß aber nicht, dass sie ihre Eigenheiten nicht weiterhin verteidigen wollten.

Summary

1918: at long last the Rhine as a border again: the poilus⁸⁵ are back, and Alsace is French again

After World War I and the defeat of Germany on November 11th, 1918, the arrival of the French troops in Alsace, the sky blue wave reaching the Rhine, could be interpreted as a joyful encounter after the provinces lost in 1871 returned to France. The “poilus” described themselves as liberators and the way they were welcomed looked like a plebiscite acclaiming the French, all the more so as there was a general agreement on how to welcome the French troops. But did returning to France automatically involve assent on the reintegration of Alsace in France?

A feeling of embarrassment became apparent shortly after a first phase of exhilaration, actually a sort of mutual misunderstanding when the French and Alsatians rediscovered each other as being different from what they were before 1870. For victorious France purely and simply recovering France by popular consent meant conforming to the rules of the rights of people to self-determination, a notion that was popular with American president Wilson but above all cancelled the humiliation of the 1871 disaster, offered justification for the sacrifices made since 1914 and consolidated republican France.

Insisting that it was “one and indivisible” the French republic was convinced it could claim ownership of the Rhine by a policy of assimilation of Alsace, which, actually, contradicted the form of autonomy granted to some extent by Germany earlier. In November 1918 the Alsatians had supposedly thrown themselves blindly into the arms of the French without defining clearly the type of relationship prevailing between Paris and Alsace in the overjoyed but artificial end of the war atmosphere. Yet one year after the triumphant return of the French troops Alsatians confirmed their strong ties with France in the November 1919 general elections, while reaffirming their profound attachment to the particularisms of Alsace.

85. Familiar for World War I French soldiers